

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 4 JANVIER 2018**

DS/RT

**OBJET : 3.1.1 TECHNIQUE - SEBA EXPLOITATION – DECLARATION SANS SUITE CINQ
MARCHES PUBLICS -**

L'an deux mille dix-huit, le quatre du mois de janvier à quatorze heures trente, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLEARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

Etait absent excusé :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,

Etait absent :

M. Angelin RAMNMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : 3.1.1 TECHNIQUE - SEBA EXPLOITATION – DECLARATION SANS SUITE CINQ
MARCHES PUBLICS -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Dans le cadre de la mise en régie des services syndicaux, la collectivité a engagé plus de 70 marchés de fournitures et prestations diverses afin de se doter des moyens nécessaires pour assurer la continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Quelques marchés se sont traduits par une absence d'offres conformes et ont été déclarés infructueux, soit à l'initiative de la Commission d'appel d'offres, soit à celle du président, en fonction des délégations attribuées par la réglementation et le comité syndical. En ce cas, de nouvelles consultations ont été engagées.

D'autres lots ont fait l'objet de contestations de la part de candidats non retenus avec recours en référés précontractuels (avant signature des marchés correspondants). Au regard des éléments spécifiques de ces marchés, le président a décidé de prononcer des déclarations sans suites des procédures concernées, considérant que la rédaction du règlement de consultation pouvait prêter à interprétation, en particulier sur deux points :

- Absence d'explication de la notation sur 120 points alors que la pondération affichée est de 60% pour le prix et 40% pour la valeur technique de l'offre, ce qui suggérerait à tort une notation obligatoire sur 100 points, la base 120 n'ayant pas été clairement évoquée.
- Absence de détermination de sous-critères dans le cadre d'une notation quantifiée, étant ici fait grief aux observations données à titre indicatif sur les éléments que l'entité adjudicatrice souhaitait examiner de manière globale, sans pour autant attribuer de valeur spécifique à chacun de ces éléments (délais d'urgence, matériels adaptés, localisations logistiques, etc.).

Certains candidats évincés se sont manifestement estimés lésés par ces imprécisions de la consultation.

Il est proposé au bureau syndical de confirmer les décisions du président, à savoir déclaration sans suite des procédures suivantes :

- consultation 2017-075 à 080 : prestation pluriannuelle de matériaux de chantier et traitement des déblais – lots 1 à 4 ;
- consultations 2017 – 065 : prestation pluriannuelle pour le curage des réseaux et ouvrages d'eaux usées et évacuation des sous-produits.

De nouvelles procédures de consultation comportant les éclaircissements nécessaires seront relancées pour ces marchés.

Le bureau syndical est donc appelé à confirmer cette méthodologie et à autoriser le président à effectuer toutes démarches nécessaires.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL